



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ
du **14 MAI 2018**

pris au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement,
Société Carrière de l'Est à Nordhouse – Prescriptions relatives à l'apport de blocs d'enrochement en vue de la
reconstitution d'une berge et de la création d'une zone de haut-fond

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles R181-45 et 46 ;
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté du 27 juin 2017 autorisant la Société des Carrières de l'Est à exploiter une carrière, des installations de premier traitement des matériaux de carrières et une station de transit de produits minéraux situées à Nordhouse ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.1 de l'arrêté du 27 juin 2017 susvisé dispose que l'exploitant aménage une zone de haut-fond au Nord-Ouest du plan d'eau ; que l'article 8.4 de l'arrêté du 27 juin 2017 susvisé dispose qu'une partie des berges Nord-Ouest du plan d'eau doit être remblayée avec les déchets d'extraction inertes pour y créer une zone de haut-fond ;

CONSIDÉRANT que les travaux d'aménagement de cette zone de haut-fond à partir des déchets d'extraction ont conduit au glissement d'une partie de la berge ; que les matériaux présents sur le site ne permettent pas de stabiliser la berge ; que l'apport de blocs d'enrochements extérieurs au site permettrait d'assurer la stabilité de la berge en vue de la constitution d'une zone de haut-fond ;

CONSIDÉRANT que le préfet peut imposer à tout moment des prescriptions complémentaires pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} OBJET

La société Carrière de l'Est RCS Nancy 421 185 307, dont le siège social est situé 44 Boulevard de la Mothe – 54000 Nancy est autorisée à utiliser ponctuellement des blocs d'enrochement provenant de la carrière de Wisches – Hersbach dans le cadre de la reconstitution de la berge Nord-Ouest du plan d'eau de la gravière de Nordhouse et de la création d'une zone de haut-fond dans les conditions précisées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 – MODALITÉS DE DÉPÔT DES MATÉRIAUX

Le dépôt des matériaux est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains. L'exploitant veille au maintien de la stabilité de ces dépôts dans le temps.

Les blocs d'enrochements sont largués à proximité de la berge, dans la zone à traiter, à l'aide d'une barge à fond plat.

Les matériaux utilisés ne sont pas de nature à entraîner une dégradation de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant tient à jour un registre dans lequel il renseigne les caractéristiques et la quantité des matériaux utilisés.

L'exploitant informe l'Inspection des installations classées du début et de la fin des travaux.

Article 3 - PUBLICITÉ

Le présent arrêté est publié et affiché suivant les modalités prévues à l'article R181-44 du code de l'environnement.

Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société Carrières de l'Est.

Article 5 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'exploitant s'expose aux mesures de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
le Directeur de la société Carrières de l'Est,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations classées),
le maire de Nordhouse
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée conformément à l'article R181-50 au Tribunal Administratif de STRASBOURG :

1. L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.
2. Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, peuvent contester la légalité de la décision dans les quatre mois qui suivent le premier jour de sa publication ou de son affichage. A cet effet, ils peuvent saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^o.

